

<http://www.snetap-fsu.fr/Midi-Pyrenees-boycott-CTREA-du-19.html>



Midi-Pyrénées : boycott CTREA du 19 janvier

- En Région -

Date de mise en ligne : vendredi 20 janvier 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

De clarification intersyndicale SNETAP-[FSU](#) - [SYAC-CGT](#) - SFOERTA
Monsieur le Directeur régional,

Une fois encore, après celui de décembre 2011, nous avons décidé de boycotter la réunion du [CTREA](#) de Midi-Pyrénées convoquée ce jour, jeudi 19 janvier 2012.

Depuis le mois d'octobre 2011, nous, représentants des personnels de l'Enseignement agricole public, n'avons cessé d'alerter le Ministre de l'Agriculture du danger que fait peser sa politique sur l'Enseignement Agricole Public. Nous avons décidé de boycotter toutes les instances de l'Enseignement agricole, à toutes les échelles, nationale et régionale. En effet le budget prévoit la suppression de 168 postes en 2012. Ces destructions d'emplois s'ajoutent à celles que nous subissons de ja depuis de trop nombreuses années. Comment imaginer la disparition de postes supplémentaires dans des établissements de jeunes ?

Les premiers effets de cette politique de « casse » sont déjà à l'oeuvre avec des Mutations dans l'Intérêt du Service ! Cinq collègues de la région ont en effet reçu au cours des vacances de décembre par messagerie électronique (sic) un avis les informant que leur poste était supprimé et qu'ils devaient s'inscrire dans le mouvement des personnels avant le 12 janvier, au risque parfois de se retrouver en poste à des dizaines de km de chez eux.

Même si par une intense mobilisation, nous sommes parvenus à ce que ces mutations d'office, sauf une que nous avons qualifiée d'idéologique puisqu'elle vise un collègue titulaire en [CFPPA](#), soient abandonnées dans la région Midi-Pyrénées, et nous nous en réjouissons pour les agents concernés, nous n'avons aucune illusion sur les moyens en personnels à la rentrée prochaine.

Et ce même si vous refusez encore, Monsieur le [DRAAF](#), de faire la lumière sur le nombre de « postes à rendre » (on parle d'une quinzaine pour 18 lycées) ! Curieuse façon de promouvoir le « dialogue social » tant vanté dans les salons où l'on cause !

En Midi-Pyrénées, concernant l'année scolaire en cours, les retards pris pour remplacer les agents en congé (maladie, maternité) avec parfois l'application d'un double « délai de carence », avant et après les vacances !, les non-renouvellements de contrats (par exemple du [TEPETA](#) Vie scolaire au [LEGTA](#) de Montauban), les contrats morcelés ou le retour aux « contrats 10/12 » pour les agents contractuels d'enseignement (qui se sont vus proposer des contrats jusqu'à fin juin et non jusqu'au 31 août) sont inadmissibles : ils ont pour conséquence une dégradation du service public dû aux usagers, des élèves sans cours, et une précarisation accrue pour les agents.

Nous exigeons que les contrats de nos collègues agents contractuels d'enseignement qui sont sur des « postes d'ajustement », c'est-à-dire pour combler un déficit d'agents titulaires, fassent l'objet d'un avenant les prolongeant jusqu'au 31 août 2012.

Quant aux conditions de rentrée 2012, la chronique du nouvel assèchement de nos établissements publics était annoncée et les documents préparatoires de ce [CTREA](#) ne font que le confirmer.

Particulièrement indigents, puisque on n'y trouve qu'un misérable tableau, intitulé « notification des structures », comme si tout était déjà plié avant même l'avis des instances, nous confortant dans l'idée que l'Administration piétine constamment la représentation des personnels, comme des autres partenaires (parents, professionnels), et que notre présence ne sert qu'à donner l'illusion d'une caution, même formelle, ces documents dessinent les traits d'un seul scénario : des suppressions de classes, liées à la fin de la réforme de la voie professionnelle, et des mises en section.

Le solde, négatif bien sûr, est de 8 classes à minima. Aucune ouverture de classe ! Et ce alors que les établissements publics de Midi-Pyrénées refusent des élèves !

La [DGH](#) régionale reste savamment cachée, secrète. C'est que, vous comprenez, il ne faut pas créer un « climat anxigène », comme vous l'avez déclaré récemment ! Les proviseurs sont invités à mobiliser les heures nécessaires

à l'offre d'option facultative en Histoire-Géographie à nos élèves de Terminale S sur leur DGH au détriment d'autres enseignements et d'autres classes !

Le système craque ! Il craque parce que de nombreux agents souffrent du fait des suppressions de postes et de l'alourdissement des tâches (notamment dans les services administratifs), d'une précarité accrue et de salaires de misère (agents contractuels à temps partiel imposé à maximum 70% d'un temps plein payés au taux horaire du [SMIC](#)), des nouvelles méthodes de gestion des personnels qui ne cachent plus que le modèle est celui du « management » le plus agressif et le plus dégradant utilisé dans les entreprises privées.

Il craque parce que les « réformes » des diplômés se succèdent, qu'elles ont pour horizon celui d'économiser des moyens, qu'elles transforment profondément l'école mettant en cause l'idéal républicain d'une école de la réussite pour tous les élèves. Il craque parce que les moyens sont insuffisants. Il craque parce qu'année après année les classes sont supprimées, les capacités d'accueil abaissées, les options menacées.

Il craque mais le Ministre n'entend pas ! Il ignore superbement les personnels de l'[EAP](#) et leurs représentants, plus occupé à rédiger le programme du candidat non déclaré, à se placer au premier rang des courtisans ! Les personnels de l'[EPL](#) d'Auch, de l'EPL d'Ondes étaient massivement en grève récemment, à Ondes le 17 janvier encore, pour dénoncer les conditions faites à ces établissements.

Non, les personnels de l'EAP ne laisseront pas impunément assécher un si bel outil de formation qu'est l'EAP ! Pour toutes ces raisons, vous comprendrez, Monsieur le Directeur Régional, que l'intersyndicale de l'EAP Midi-Pyrénées condamne et combatte ces nouvelles régressions imposées, et que nos organisations, représentatives des personnels, s'inscrivent pleinement en région dans l'amplification en cours de ce mouvement de boycott des instances consultatives de l'Enseignement Agricole, instances qui tendent à être rabaissées au rang de simples chambres d'enregistrement, sur fond de dialogue social « du pauvre »... alors même qu'un ministre en exercice persiste à se placer volontairement en dehors de celui-ci, se refusant à rendre des comptes sur des choix de gestion (on n'ose même plus ici parler de pédagogie) à rebours des réussites d'un système public d'enseignement qui a pourtant fait les preuves de sa pertinence et de sa capacité à former et à insérer de manière remarquable les jeunes qui lui sont confiés !

Aussi, Monsieur le Directeur Régional, nous réitérons notre demande que vous portiez auprès du Ministre de l'Agriculture notre exigence d'un collectif budgétaire pour l'enseignement agricole public.

Par ailleurs, dans le cadre des prérogatives qui sont les vôtres, nous attendons que vous répondiez aux demandes légitimes que nous, personnels de l'EAP, représentants régionaux comme personnels des établissements, portons. D'ores et déjà, nous pouvons vous annoncer que très prochainement, nous organiserons une manifestation associant les partenaires de l'EAP Midi-Pyrénées et, en toute connaissance de cause, car les « experts » les plus légitimes, c'est bien nous qui sommes quotidiennement dans les établissements, nous procéderons à une nouvelle « notification de la carte des formations en Midi- Pyrénées ». Croyez bien que cette carte sera très éloignée de la vôtre et qu'enfin, nous pourrions croire à une véritable ambition pour l'école, pour les jeunes, pour l'EAP !

Dans l'attente, soyez assuré, Monsieur le Directeur Régional, de notre attachement à l'Enseignement Agricole Public.